

ACCORD-CADRE MONO-ATTRIBUTAIRE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES
CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)



OBJET DU MARCHÉ :

Accord-Cadre de maîtrise d'œuvre

**Projet de réutilisation
de l'ancienne
chaufferie de la Doua**

MAITRE D'OUVRAGE :

COMUE UNIVERSITÉ DE LYON Saint-Etienne

92 RUE PASTEUR
CS 30122
69361 LYON CEDEX 07

Sommaire

Article I.	Contexte du projet.....	4
I.1	Contexte du site	4
I.1.1	Présentation de la ComUE Lyon St-Etienne.....	4
I.1.2	Le campus LyonTech la Doua.....	4
I.1.3	Le bâtiment.....	5
I.2	Présentation de l'opération	9
I.2.1	Schéma directeur universitaire	9
I.2.2	Schéma directeur LyonTech la Doua 2035	9
I.2.3	Contrat plan Etat-Region (CPER).....	11
I.2.4	Organisation de la conduite de projet.....	11
Article II.	Périmètre.....	13
II.1	Périmètre spatial	13
II.2	Mission de maîtrise d'œuvre de démantèlement.....	13
II.3	Mission de maîtrise d'œuvre urbaine	14
II.4	Mission de programmation	15
II.5	Installations classées pour l'environnement.....	15
II.6	Servitude.....	15
II.7	Classements PLUH	16
II.8	Voies bruyantes.....	17
II.9	Risques d'origine naturelle.....	17
II.9.1	<i>Risques d'inondation, de coulée de boue</i>	17
II.9.2	<i>Risques sismiques</i>	17
II.9.3	<i>Retrait-gonflement de terrain</i>	18
II.9.4	<i>Termites</i>	18
II.9.5	<i>Radon</i>	18
II.9.6	<i>Feu de forêt</i>	18
II.10	Patrimoine du XXème siècle.....	18
II.11	Projets de recherche-action	18
II.12	Concertation avec les différents acteurs du projet.....	18
II.13	Spécificités et principe de l'accord-cadre.....	19
II.14	Compétences et coordination	19
II.15	Découpage de la mission.....	19
Article III.	Programme cadre	20
III.1	Enjeux	20
III.1.1	Attractivité du site et entrée de campus	20

III.1.2	La réhabilitation lourde du bâti et les enjeux environnementaux.....	20
III.1.3	Les potentiels de matériaux biosourcés locaux	20
III.1.4	Les potentiels d'énergies renouvelables.....	20
III.1.5	Stationnement et voirie	21
III.1.6	La gestion des déchets	21
III.1.7	Gestion des eaux	21
III.1.8	Gestion des coûts de fonctionnement.....	21
III.2	Besoins généraux.....	22
III.3	Stratégie bâtiminaire de réhabilitation.....	22
III.3.1	Stratégie architecturale.....	22
III.3.2	Stratégie technique et mesures compensatoires	22
III.4	Capacité du site	23
III.5	Coût du projet	23
III.6	Niveau de complexité.....	23
III.7	Calendrier prévisionnel	23
Article IV.	Marchés subséquents.....	24
IV.1	Maîtrise d'Œuvre.....	24
IV.1.1	Missions de base	24
IV.1.2	Missions complémentaires	26
IV.2	Etudes de faisabilité	28
IV.3	Concertation, communication et co-conception spécifique.....	28
Article V.	Organisation et préparation de la mission	29
V.1	Reunion de lancement de la mission	29
V.2	Suivi des marchés subséquents.....	29
V.3	Base documentaire	29

Article I. Contexte du projet

I.1 Contexte du site

I.1.1 Présentation de la ComUE Lyon St-Etienne

Située sur le territoire de la Métropole de Lyon, l'Université de Lyon est la communauté d'universités et établissements de Lyon Saint-Étienne, elle fédère des établissements d'enseignement supérieur et de recherche, des universités, et des grandes écoles, des territoires de Lyon, Saint-Étienne, Roanne et Bourg-en-Bresse.

I.1.2 Le campus LyonTech la Doua

L'ancienne chaufferie du campus universitaire de la Doua se situe au 10 avenue Albert Einstein à Villeurbanne.

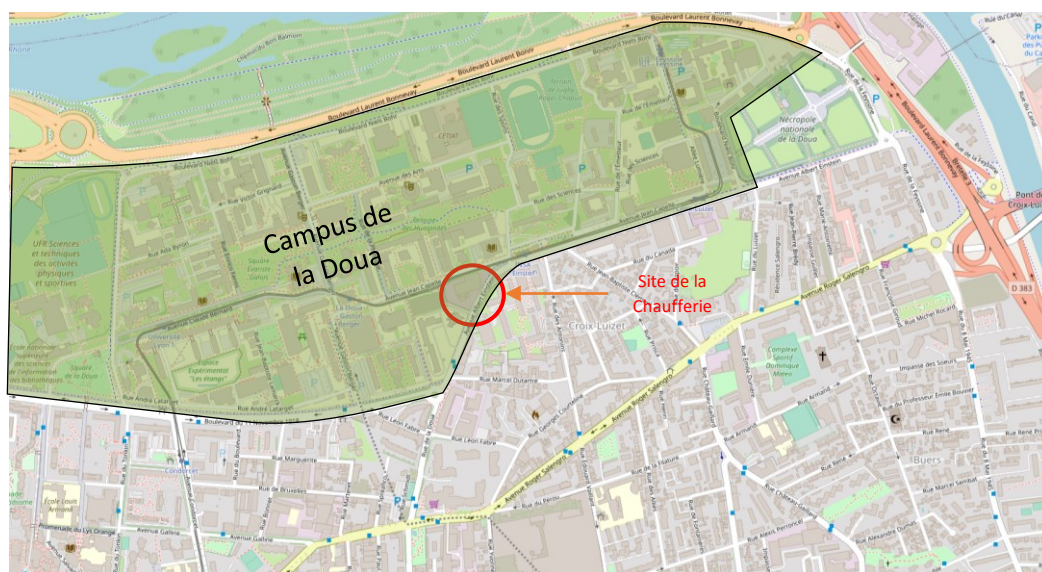


Figure 1 - Plan de situation

I.1.3 Le bâtiment

Une présentation architecturale du bâtiment et de ses enjeux est annexée au présent CCTP (annexe 2a)

I.1.3.1 Cadastre

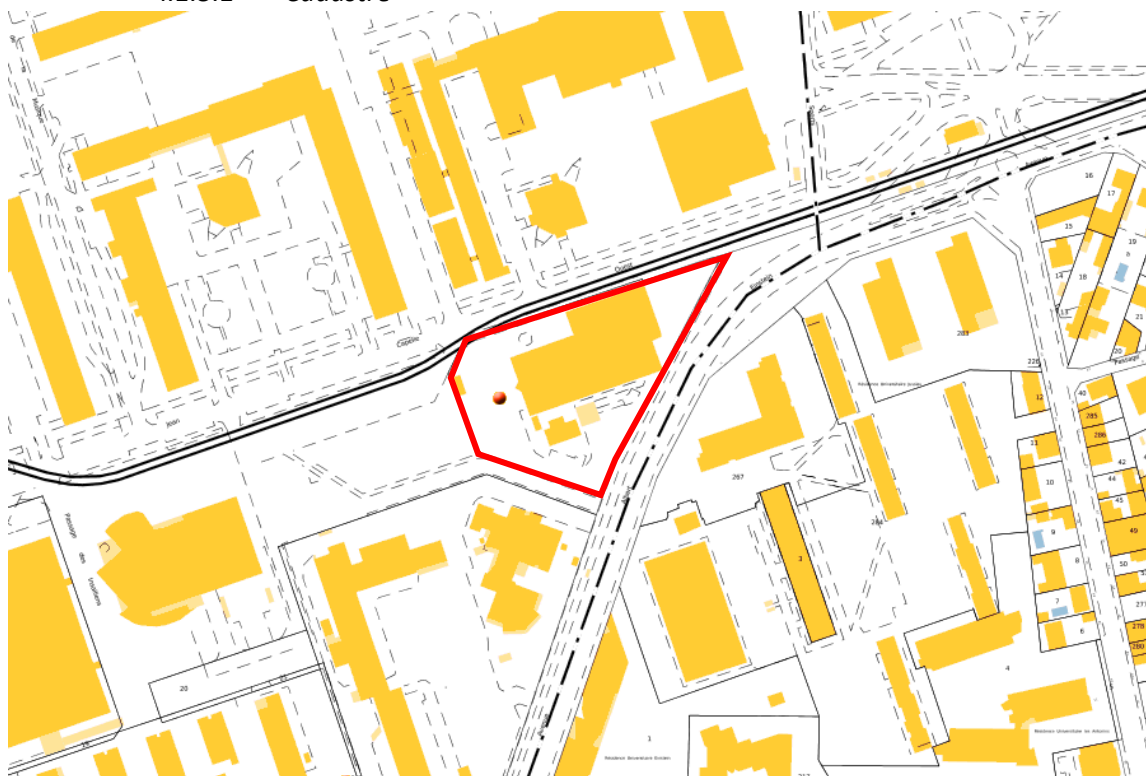


Figure 2 - Plan cadastral

Le tènement de l'ancienne chaufferie fait 6 484m² et la référence cadastrale est 000 AE 7, Zonage USP du PLU-H, zone d'équipements d'intérêt collectif et pour services publics.

I.1.3.2 Historique et composition du bâti

Le bâtiment a été construit en 1958 par un premier bâtiment de forme rectangulaire et de 13m de haut, dessiné par l'architecte et Premier grand prix de Rome Jacques Perrin-Fayolle.

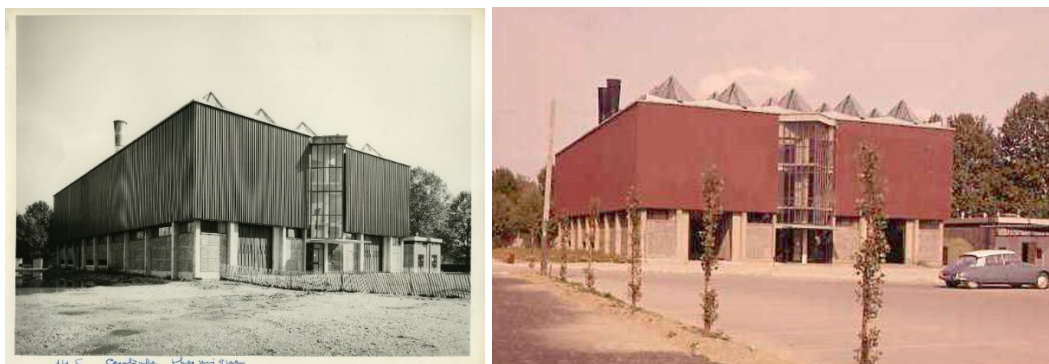


Figure 3 - Photos de la chaufferie avant extension – Entre 1958 - 1963

Les besoins en chauffage ayant rapidement augmenté, une extension a été réalisée en 1967 sur la partie Nord-Est du site (PC 54169 – Perrin-Fayolle). Ce bâti, appelé Cathédrale dans le projet a été utilisé pour deux chaudières charbon de grande taille.



Figure 4 - Vue de l'extension de 1967



Figure 5 - Vue aérienne juillet 1967 (IGN remonter le temps)

La notice architecturale du 20 mai 1965 décrit l'ouvrage ainsi :

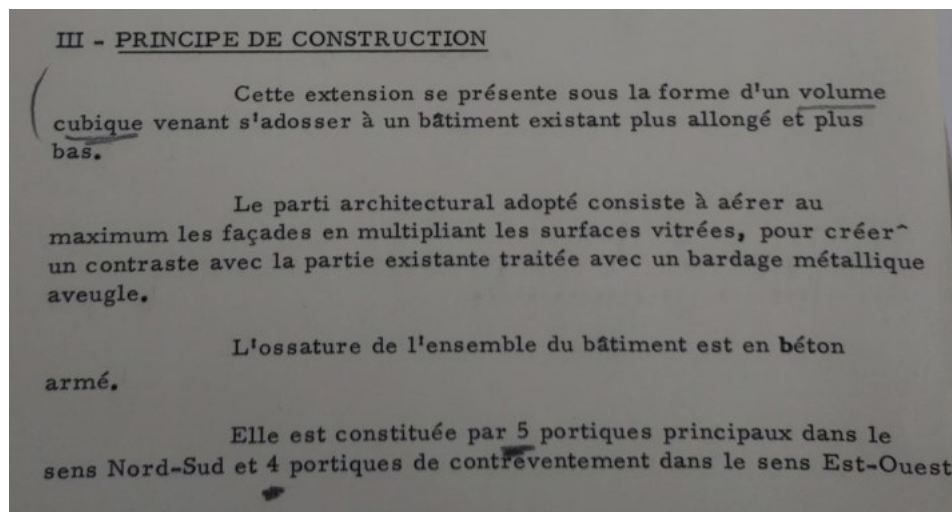


Figure 6 - Extrait de la notice architecturale du PC 54169 – Perrin-Fayolle - Archives départementales – 1991W1

Le bardage métallique, les systèmes de convoyeurs et de traitement des fumées a été mis en place entre 1982 et 1983 (N°PC inconnu, architecte Yves Boisson).

Une dernière modification importante a été apportée en 2002 pour le passage au tout gaz du site et l'abandon définitif du charbon (PC692660238 - Pierre Piessat).

La partie gaz s'est alors concentrée dans le plus ancien et plus petits des deux bâtiments. Les deux bâtiments sont alors séparés par un mur rendant la partie cathédrale complètement désaffectée. Le

bâtiment d'origine a alors servi pour faire du chauffage gaz jusqu'en 2020 et de la cogénération au gaz jusqu'en 2009.

Le permis de construire prévoyait le démantèlement d'une grande partie des installations extérieurs charbon, ces travaux n'ont jamais été réalisés.

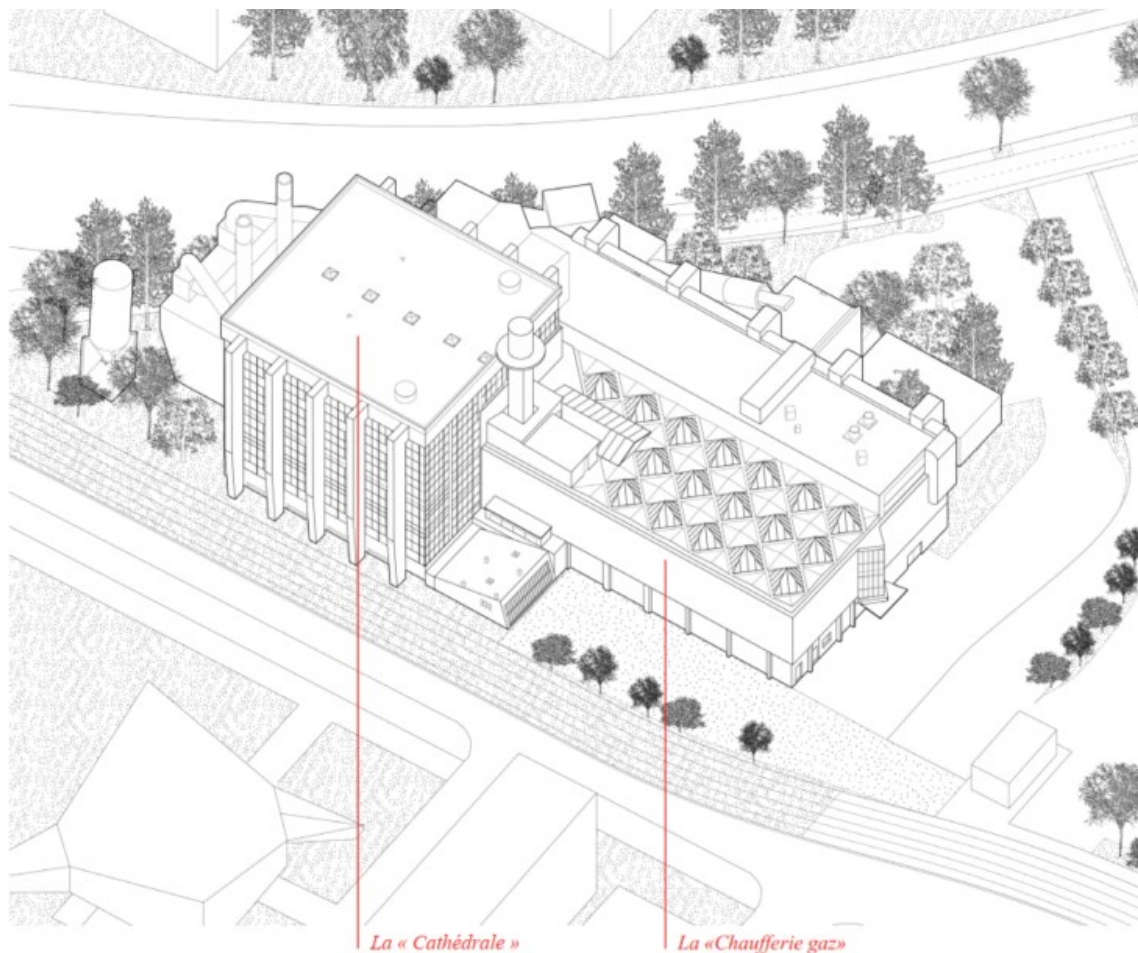


Figure 7 - Plan de repérage des bâtis (étude TVK – en annexe 2a)



Figure 8 - Plan de repérage des zones du site (Etat des lieux - Ingéos)

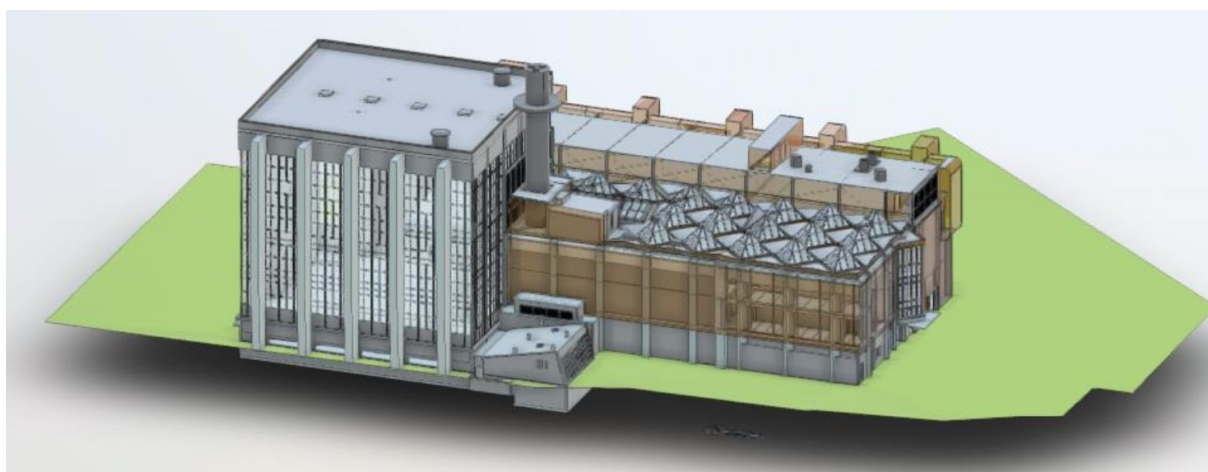


Figure 9 - Vue 3D du bâtiment existant aujourd'hui (maquette en annexe)

Le site est sécurisé par une clôture et un système de vidéosurveillance.

I.1.3.3 Archives

Il n'existe aucune archive des permis de construire du bâtiment de 1958. Aucun plans d'EXE n'ont pu être retrouvé dans les archives (départementales, municipales et nationales), seuls les plans projets de l'extension sont disponibles aux archives départementales.

I.1.3.4 Historique administratif

Le site a fait l'objet de demandes d'autorisations sous plusieurs régimes ICPE. Une étude historique a été réalisé par Ingérop dans le cadre de sa mission d'AMO pour accompagner l'UDL dans la cessation des activités du site. Voir l'historique détaillé en annexe.

1.1.3.5 Permis de démolition

Un permis de démolition partielle a été accordé le 17/12/2025 par la ville de Villeurbanne (PD 069 266 25 00020) pour ce qui concerne les éléments liés au process (cuves charbon etc.) dit « démantèlement ».

1.2 Présentation de l'opération

1.2.1 Schéma directeur universitaire

Le Schéma de Développement Universitaire – Ambition 2030 a été validé par le Conseil métropolitain du 12 décembre 2022 et par le Conseil d'administration de la ComUE Université de Lyon le 13 décembre 2022. Cette étape conclut plus d'une année de co-construction d'une nouvelle ambition pour la Métropole de Lyon en matière d'Enseignement supérieur, de Recherche et de Vie étudiante. Elle intègre les nécessaires grandes transitions – écologique et solidaire, économique et numérique, démocratique - en faveur de la transformation du territoire et du bien-vivre de notre communauté universitaire : étudiants, enseignants-chercheurs et personnels. C'est dans ce cadre que le projet de réhabilitation financé par le CPER est ancré.

1.2.2 Schéma directeur LyonTech la Doua 2035

Le campus LyonTech La Doua finalise une période importante de renouvellement dans le cadre de LyonTech la Doua 2020, comprenant en particulier le plan campus qui a réhabilité 22 bâtiments du campus. Une nouvelle dynamique des différents acteurs locaux du campus se place dans la continuité de ces projets.

En particulier, l'arrivée de deux nouvelles lignes de tram (T6 depuis le sud et T9 depuis Vaulx-en-Velin) et d'une voie lyonnaise de vélo (1 et 9) d'ici 2030 accentue l'accessibilité en mode doux et la volonté commune de désimperméabiliser le campus.

Dans ce cadre, une maîtrise d'œuvre urbaine (groupement TVK) a été désignée en 2024 pour assister les établissements du site à construire un nouveau schéma directeur immobilier et urbain.

Le site de l'ancienne chaufferie est une opportunité pour faire converger différents intérêts des acteurs du site :

- Un éco-campus démonstrateur
- Faire rayonner les savoirs du campus
- Soutenir la recherche et le développement en matière d'environnement et de transitions.
- Amplifier l'ouverture du campus sur la ville et les habitants
- Développer les offres de services du campus



Figure 10 - Extrait du Schéma directeur - Vision globale à terme

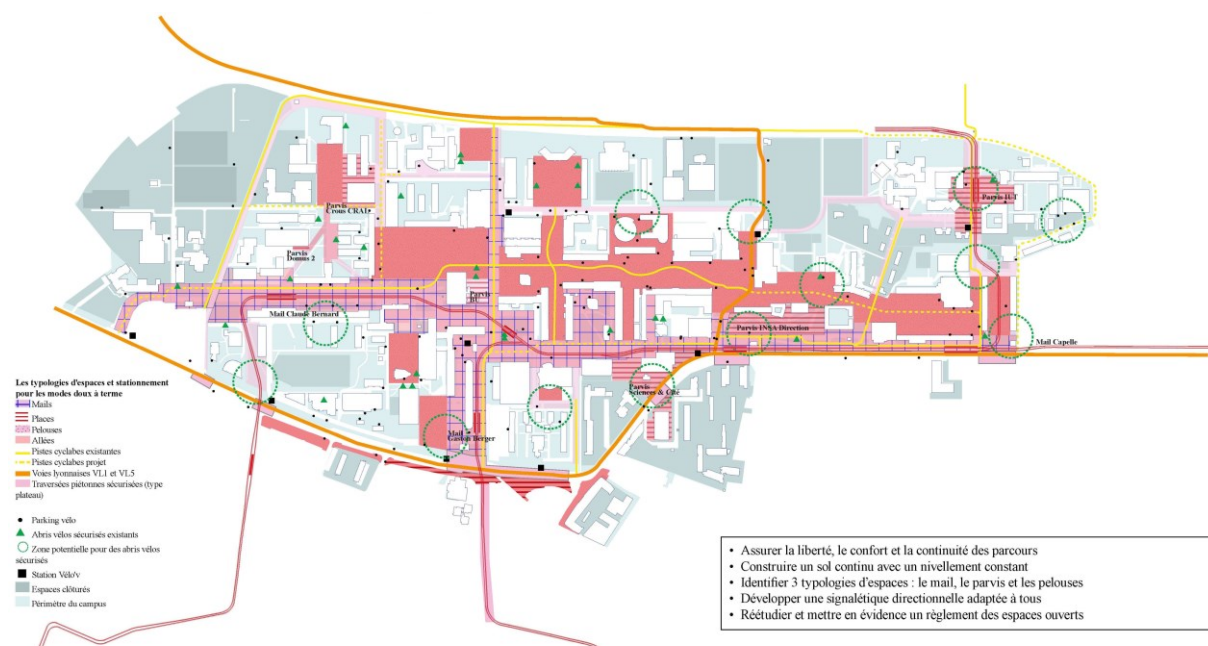


Figure 11 - Extrait du Schéma directeur - Renforcer l'attractivité des modes doux



Figure 12 - Extrait du Schéma directeur - Désimperméabiliser et refertiliser les sols

1.2.3 Contrat plan Etat-Region (CPER)

Dans le cadre du CPER 2021-2027, l'Etat, la Région Auvergne-Rhône-Alpes et la Métropole de Lyon en lien étroit avec les territoires et les acteurs de la recherche et de l'innovation, ont décidé de soutenir des opérations autour de 7 priorités thématiques et localisées sur 4 sites.

C'est ainsi qu'une enveloppe de près de 386 M€ a été attribuée aux projets de l'enseignement supérieur, de la recherche de l'innovation.

Le projet de reconversion de la chaufferie s'inscrit dans cette dynamique.

1.2.4 Organisation de la conduite de projet

1.2.4.1 Maîtrise d'ouvrage

La ComUE Lyon Saint-Etienne, personne publique, est le maître d'ouvrage de cette opération.

Le chef de projet de la ComUE Lyon Saint-Etienne sera l'interlocuteur privilégié du titulaire sur tous les aspects opérationnels tout au long de sa mission.

La ComUE Lyon Saint-Etienne (MOA)

92, rue Pasteur

CS 30122

69361 Lyon cedex 07

Interlocuteur ComUE - Chef de projet « démantèlement » et « réutilisation » : Rémi Pelé

1.2.4.2 Comités de pilotage (COPIL)

Un comité de pilotage assure la gouvernance politique du projet. Il est composé de :

- Un représentant de l'Etat
- Un représentant de la ComUE Lyon Saint-Etienne en tant que Maître d'ouvrage ;
- Des représentants des Université et écoles du site concernés par le devenir de l'ancienne chaufferie.

- Un représentant des collectivités territoriales (Métropole de Lyon, Ville de Villeurbanne) participant au financement du projet.

1.2.4.3 Comités techniques (COTECH)

Un comité technique assure le suivi opérationnel du projet. Il est composé de :

- Du titulaire,
- Selon les sujets d'un représentant des membres du COPIL,
- Selon les sujets un représentant de la maîtrise d'œuvre urbaine et/ou de la maîtrise d'œuvre de démantèlement.

Le cas échéant le Comité Technique est élargi à d'autres acteurs du projet qui seront associés au moment opportun.

Un représentant régional de la Direction Immobilière de l'Etat sera aussi convié dans le cadre de la labellisation et de l'expertise du projet.

Article II. Périmètre

II.1 Périmètre spatial

Le périmètre de l'opération concerne le site de la Chaufferie.

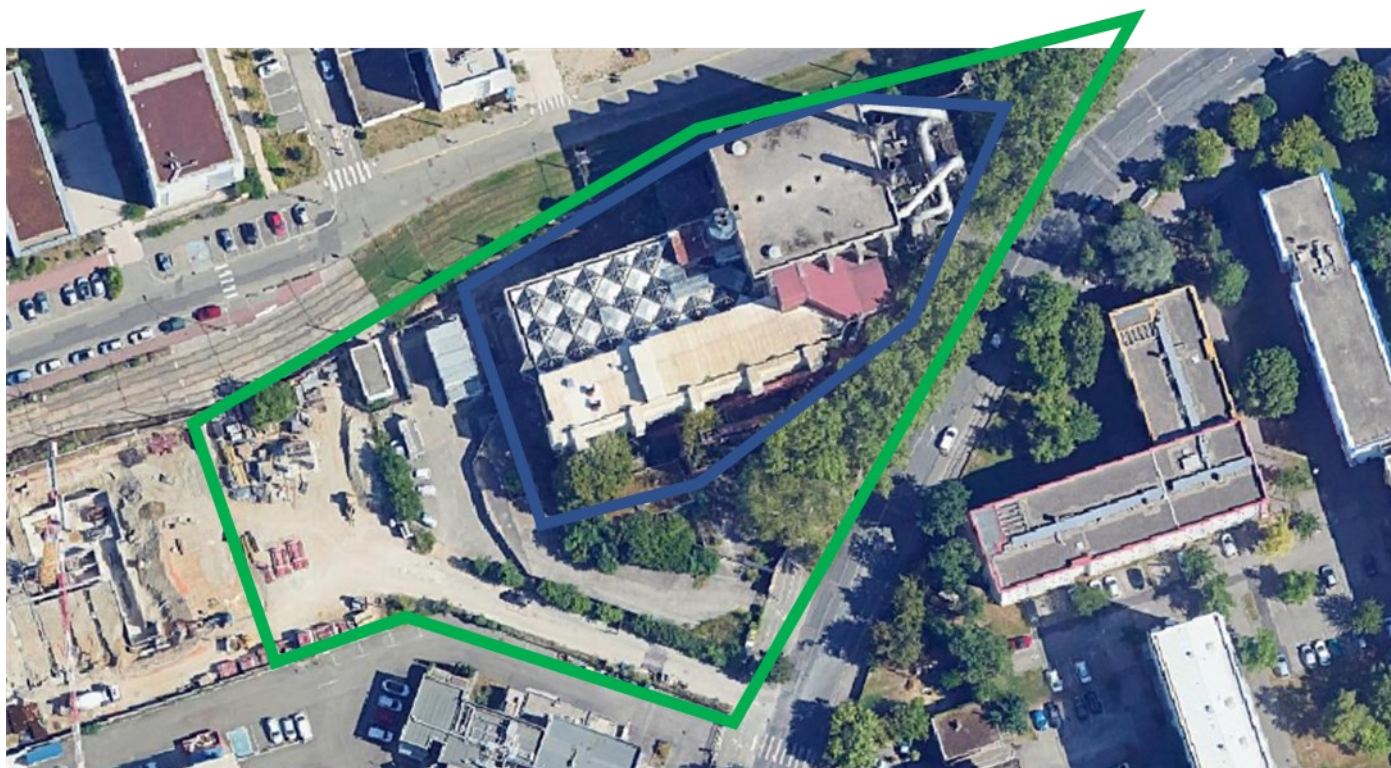


Figure 13 : Périmètre et limites de l'accord-cadre

En bleu : le périmètre du tènement de la chaufferie, sur lequel l'ensemble des missions pourrait être mise œuvre.

En vert, le périmètre sur lequel interviendra la Moe urbaine incluant le parking actuelle de l'INSA et l'ensemble du tènement de la chaufferie et en bleu le périmètre de la chaufferie uniquement, sur lequel le projet paysager du présent marché peut intervenir selon la programmation.

La limite entre le périmètre bleu et vert concernant l'aménagement urbain des espaces sera à discuter entre la Maitrise d'ouvrage, le titulaire et la Moe urbaine en phase d'APS (voir le cahier des orientations architecturales et urbaines en annexes)

II.2 Mission de maîtrise d'œuvre de démantèlement

Le bâtiment est actuellement en friche industrielle, la dernière exploitation ayant cessée début 2020, mais les équipements sont toujours présents sur l'ensemble du site (ancien process charbon, anciens moteurs cogénérations, chaudière gaz, etc.).

Une mission de maîtrise d'œuvre concernant le démantèlement, le désamiantage, la dépollution et la réparation des bétons existants a été confié à un groupement de maîtrise d'œuvre et est exclus de ce présent marché.

Ce groupement est composé de :

- Ingeos mandataire – Désamiantage, démantèlement, sites & sols pollués, étanchéité de toitures

- IEC – GC cotraitant – Expertise et préconisation structurelles
- Cycle-up cotraitant – Diagnostic PEMD / Ressources - Suivi du réemploi ex-situ
- Agile bâtiment cotraitant – OPC démantèlement

Cette équipe de maîtrise d’œuvre a pour missions de viabiliser le site avant intervention des travaux de réhabilitation du présent marché.

Les travaux bâtiment faisant partie de leur périmètre d’intervention sont les suivants :

- Reprise des toitures dans une optique de protection des ouvrages en phase transitoire, aucun isolant ou reprise des ouvrants n’est pour le moment prévu ;
- Réparation des éléments bétons abîmés (passivation des aciers, reprises béton, confortement ou remplacement d’éléments irréparables ou dangereux). Ces travaux se font à hypothèses de charges constantes, l’étude de stabilité et en particulier de justification sismique fait partie du marché de maîtrise d’œuvre de réutilisation ;
- Protection des ouvrages avant tuilage avec l’équipe travaux du projet de réutilisation si les plannings ne se suivent pas ;
- La dépollution, le désamiantage, le déplombage du site ;
- Nettoyage de l’ensemble du site (en particulier lié au risque de dissémination des maladies animales) ;
- Le démantèlement du process industriel et revalorisation ou traitement des déchets ;
- Renfort mécanique de certains éléments du process que l’équipe du projet de réutilisation souhaiterait conserver ;
- La mise en sécurité du site en phase chantier de démantèlement.

Les travaux extérieurs concernent :

- Démolition des éléments d’enrobés ;
- Dépollutions des sols ;
- Protections d’enceinte, reprise ou réparation ;
- Viabilisation de la parcelle ;
- Protection des arbres conservés et élagages nécessaires aux travaux ;
- Préparation des supports pour le PIC démantèlement.

L’enveloppe travaux allouée à ces travaux est de 2,6M HT

Les marchés de travaux seront notifiés en février 2026, pour un démarrage du démantèlement en mars 2026 et une fin prévisionnelle en avril 2027.

Des réunions de coordination entre les deux équipes de maîtrise d’œuvre seront à prévoir pour organiser, coordonner et planifier la passation de l’ouvrage entre les deux phases. En particulier la maîtrise d’œuvre du projet de réutilisation sera sollicitée :

- Pour participer à des réunions de chantier pendant le démantèlement
- Pour participer à la réception.

II.3 Mission de maîtrise d’œuvre urbaine

Une mission de maîtrise d’œuvre urbaine a été confié en mars 2024 à un groupement d’entreprise composé de :

- Mandataire architecte - TVK
- Cotraitant 2 : BET Environnemental - EODD
- Cotraitant 3 : Paysagiste - OLM

- Cotraitant 4 : Ingénierie VRD, Génie civil et infrastructure, Économie de la construction - AIA INGENIERIE
- Cotraitant 5 : Eclairagiste - Agence ON Conception Lumière
- Cotraitant 6 : Concertation, Communication, Programmation, Sociologie - L'EFFET URBAIN
- Cotraitant 7 : Sécurité-sécurité - CRONOS CITY LAB

Ce groupement a pour missions :

- De construire et rédiger un schéma directeur urbain et bâtementaire horizon 2035 pour le campus Lyon-Tech la Doua ;
- De réaliser la concertation auprès des différents acteurs pour animer le travail autour du schéma directeur ;
- De rédiger des prescriptions urbaines et architecturales pour les projets bâtementaires du campus ;
- De concevoir et aménager les espaces non bâtis (espaces « publics ») du campus.

Dans ce cadre, le titulaire sera amené à intégrer les préconisations de l'équipe.

Une mission de conception et d'aménagement des espaces extérieurs de la chaufferie sera confié au groupement (paysagiste OLM).

Le marché sera notifié en avril 2026

Des réunions de coordination entre les deux équipes de maîtrise d'œuvre (espace publics et réutilisation) seront à prévoir.

II.4 Mission de programmation

Un marché de programmation sera lancé sur 2026 et permettra d'établir des programmes au fur et à mesure de l'expression de besoins par la ComUE ou l'un de ses établissements dans le Chaufferie. Ces programmes pourront servir de base à l'élaboration des marchés subséquents.

Dans le cadre des missions en cours et afin de permettre la validité et la cohérence de l'intégration des besoins dans le bâtiment vis-à-vis des projets déjà engagés, des réunions d'échanges avec le programmiste seront nécessaires et considérées comme inclus dans les missions de bases.

Dans le cas où l'intégration du programme serait complexe dans le bâti (dimension importantes, typologie complexe) et nécessiterait des études architecturales spécifique. La ComUE pourra commander une étude de faisabilité au titulaire du présent marché.

II.5 Installations classées pour l'environnement

Le site est composé de plusieurs Installation Classée Pour l'Environnement aux titres de l'ancienne exploitation charbon et de l'ancienne exploitation gaz.

La ComUE est assisté dans la procédure de cessation d'activités du site, sa mise en sécurité et son dossier de mémoire en réhabilitation par des AMO tierces.

Dans ce cadre le titulaire devra respecter les prescriptions de dépollution ou de traitement des structures qui émaneront de ces études.

II.6 Servitude

Le bâtiment se situe dans le périmètre du servitude relative à l'établissement des canalisations de distribution et de transport de gaz. Des travaux financés par le projet doivent être réalisés par GRDF

pour réduire le linéaire de cette canalisation afin de réduire le risque et permettre l'installation d'un ERP dans le bâtiment.



Figure 14 - C.4.1.4 PLUH Servitudes d'utilité publique

II.7 Classements PLUH

Le PLUH classe le tènement en zone USP.

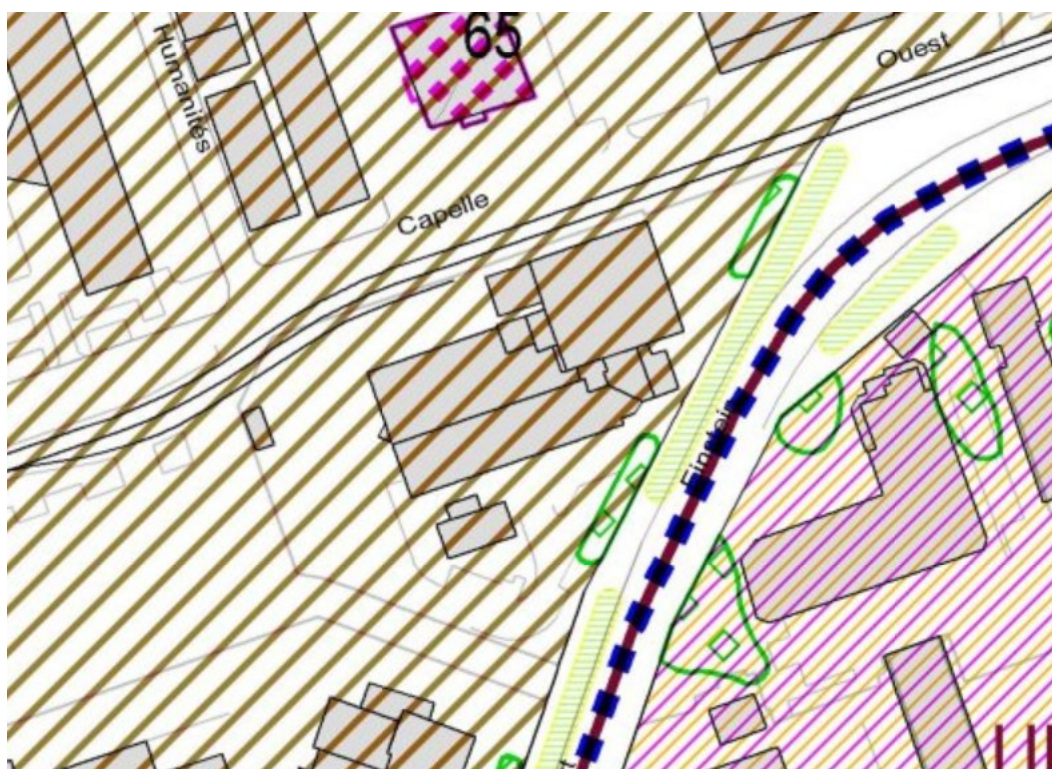


Figure 15 : - C.2.1 PLUH Zonages et prescriptions

Les platanes du site sont en Espace végétalisée à valoriser. Ils seront conservés dans le projet et protégés pendant les travaux.

Le tènement de la chaufferie de situe dans une zone constructible à 25m.

L'ensemble du campus se trouve dans une zone de prescriptions relatives à l'affectation des sols et la destination des constructions de type : « Richesse du sol et sous-sol ».

II.8 Voies bruyantes

Le bâtiment se situe à l'intersection d'une ligne de tramway, d'une voie structurante de la ville (Avenue A. Einstein) et d'une voirie du campus (J. Capelle). Le PLUH indique les risques liés au bruit de ces infrastructures.



Figure 16 - C.4.4.2 PLUH - Voies bruyantes

Le tramway génère une zone d'exposition au bruit sur la partie Nord du bâtiment. L'infrastructure est classée Catégorie 4 (71 dB(A) Niveau sonore au point de référence en période diurne) sur 30m.

L'avenue Albert Einstein est classée Catégorie 3 (73 dB(A) Niveau sonore au point de référence en période diurne) sur une largeur de 100m englobant complètement la parcelle.

La rue Jean Capelle n'est pas classée.

II.9 Risques d'origine naturelle

II.9.1 Risques d'inondation, de coulée de boue

Zone potentiellement sujette à une remontée de nappe dans le socle, fiabilité moyenne (Source : Géorisques)

Zone faisant l'objet d'une servitude pour le risque d'inondation.

II.9.2 Risques sismiques

Villeurbanne est en zone de sismicité 2 (faible) selon l'article D. 563-8-1 du Code de l'Environnement. Les règles parasismiques applicables sont celles des normes NF EN 1998-1 et NF EN1998-5 de septembre 2005, dites « règles Eurocode 8 » (Source : Brgm).

Une étude sismique doit être intégrée par le concepteur dans son offre afin de justifier l'ensemble des modifications structurelles, ajouts de charges, ouvertures ou transformations proposées. La ComUE ne dispose d'aucune archives structures d'exécutions sur le bâti ou sur les fondations.

II.9.3 *Retrait-gonflement de terrain*

Aléas faible (Source : Géorisques.gouv.fr)

II.9.4 *Termites*

Le niveau d'infestation est faible.

II.9.5 *Radon*

Risque faible.

II.9.6 *Feu de forêt*

Risque de Feu de forêt très faible (Source : DDRM)

II.10 Patrimoine du XXème siècle

Le bâtiment a été dessiné par l'architecte Grand prix de Rome Jacques Perrin-Fayolle (le bâtiment d'origine, ainsi que son extension en 1963) comme la majorité des bâtiments du campus. Les acteurs du campus sont soucieux de préserver ce patrimoine et de le mettre en valeur dans le cadre de leurs projets de réhabilitations.

Il est attendu de la part du mandataire architecte et de son équipe de proposer une réhabilitation qui respecte ce patrimoine et le mette en valeur. Dans ce cadre l'équipe sera potentiellement amenée à participer avec la maîtrise d'ouvrage à des réunions spécifiques avec :

- Les ayants-droits de Jacques Perrin-Fayolle ;
- L'architecte-conseil de la ville de Villeurbanne et/ou de la DDT;
- La maîtrise d'œuvre urbaine.

II.11 Projets de recherche-action

Le bâtiment peut avoir vocation à accueillir des projets de recherches en lien avec le domaine de l'environnement et des transitions. Dans ce cadre et forte d'un nombre important de chercheurs impliqués dans ce domaine au sein de ses établissements, la ComUE sera porteuse de projets de recherche sur la construction.

Il est attendu de la part du mandataire et de son équipe de travailler en collaboration avec les chercheurs afin de vérifier la faisabilité de l'intégration de ces projets dans le projet immobilier et le cas échéant de prévoir les dispositions nécessaires à leur mise en œuvre dans les pièces marchées.

II.12 Concertation avec les différents acteurs du projet

Pendant toute la durée du projet, le titulaire assurera l'accompagnement et le conseil auprès de la ComUE Lyon Saint-Etienne dans ses échanges avec :

- Les futurs usagers du site (Enseignants, chercheurs, étudiants, etc.),
- Les établissements du site,
- Les financeurs,
- Et tout autre partenaire.

II.13 Spécificités et principe de l'accord-cadre

Le présent projet de réhabilitation présente la particularité d'être, d'une part multiprogramme dans les besoins comme dans le phasage et d'autre part de nécessiter une continuité architecturale entre les phases de programmation et les phases de maîtrise d'œuvre.

II.14 Compétences et coordination

Le titulaire assiste le maître d'ouvrage dans l'élaboration et la présentation de l'ensemble des documents, dossiers et analyses nécessaires aux prises de décisions et au respect des objectifs qu'il s'est fixé.

En interne, un pilotage de l'équipe est mis en place, avec la désignation, a minima d'une direction de projet qui assure la coordination interne de l'ensemble des spécialistes. Elle assure en particulier un recollement des analyses des spécialistes, avec une relecture pour assurer des rendus cohérents au maître d'ouvrage. Les compétences attendues sont définies dans le règlement de la consultation.

Le titulaire devra proposer un fonctionnement permettant d'assurer la continuité de service de ses prestations.

Pour l'exécution de sa mission, dans tous les domaines décrits ci-après, le titulaire est tenu de participer à toutes les réunions de travail dès lors que des questions le concernant seront abordées. Il aura lui-même l'initiative de certaines réunions chaque fois qu'il le jugera utile.

Chaque réunion devra faire l'objet d'un compte-rendu rédigé par le titulaire et adressé pour relecture au maître d'ouvrage (ComUE).

Le titulaire assure la gestion documentaire de ses productions (codification, classification, transmission, etc.), ainsi que des documents ou productions en lien avec son étude.

Pour les réunions spécifiques de présentation de « rendus », il est important que les participants puissent s'imprégner des résultats en amont de la réunion afin d'en faciliter le déroulement. Le titulaire transmettra donc une semaine avant ladite réunion une 1^{re} version de sa présentation. La version présentée en réunion pourra proposer quelques différences mineures.

II.15 Découpage de la mission

La mission est découpée en plusieurs marchés subséquents permettant d'adapter la commande en fonction de l'approfondissement de la définition du besoin.

Le présent cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) décline le programme cadre s'appliquant à tous les programmes à venir ainsi que les éléments de missions pouvant faire l'objet de marchés subséquents.

Article III. Programme cadre

III.1 Enjeux

III.1.1 Attractivité du site et entrée de campus

Valoriser l'existant et affirmer l'engagement de l'Université dans l'atteinte des objectifs de l'accord de Paris.

L'ancienne chaufferie est un bâtiment remarquable du campus qui présente une structure singulière en portiques, proposant un volume capable libre de tout point porteur très important. Ce projet nécessite de réfléchir les modalités selon lesquelles le projet est susceptible de réutiliser cette structure au service de nouveaux usages.

Proposer de nouveaux modèles immobiliers qui répondent aux enjeux des établissements.

La ComUE Lyon Saint Etienne et ses membres s'inscrivent pleinement dans les objectifs de maîtrise de leur patrimoine immobilier fixé par l'Etat. La montée en puissance des logiques de projet dans l'organisation des équipes et les modes de financement de la recherche implique toutefois de trouver des marges rapides de déploiement et entrent parfois en contradiction avec l'optimisation de l'utilisation faite des locaux.

Les établissements doivent par ailleurs trouver des logiques de valorisation qui permettent de générer les recettes nécessaires au fonctionnement et à l'entretien de leur patrimoine.

Enfin, la position du bâtiment, à l'entrée sud du campus et à l'interface entre la ville, la I-factory, la BU de l'INSA et l'entrée de l'INSA en fait un élément urbain central du campus.

III.1.2 La réhabilitation lourde du bâti et les enjeux environnementaux

Les enjeux environnementaux du projet sont ceux défini dans le référentiel rénovation des bâtiments en annexe du CCTP de l'accord-cadre.

III.1.3 Les potentiels de matériaux biosourcés locaux

Le recours à des éco-matériaux (voir définition du CEREMA, exemples : BTC, OSB, paille, argileo®, pavatex®, isoduo®, métisse®, béton de chanvre, etc...), disposant d'avis techniques et répondant aux normes de construction, est réaliste pour la future réhabilitation du bâtiment. Le secteur des éco-matériaux, soutenu par les autorités publiques (loi du 17 Aout 2015), est en plein essor et s'avérera essentiel demain pour lutter contre le réchauffement climatique et faire face à la raréfaction des ressources.

Les avantages en seraient multiples : créer un projet innovant, à faible énergie grise, valorisant le tissu économique local, confortable pour les usagers

III.1.4 Les potentiels d'énergies renouvelables

III.1.4.1 Chauffage

A terme, le site sera raccordé au réseau de chaleur urbain de Villeurbanne.

III.1.4.1 Solaire

Le projet devra respecter la loi relative à l'Accélération de la Production d'Énergies Renouvelables (APER), adoptée en 2023, qui impose la solarisation ou la végétalisation des toitures de nombreux bâtiments (neufs ou existants, ainsi que de leurs parkings éventuels) afin d'accélérer la transition énergétique en France.

III.1.5 Stationnement et voirie

Il n'est pas prévu de créer des stationnements sur le tènement hormis ceux nécessaire à la réglementation PMR.

Le projet prévoira les accès pompiers réglementaires permettant aussi un accès livraison en discussion avec la MOA. Il n'est pas prévu de transit de véhicule entre l'avenue A. Einstein et J. Capelle à ce stade.

III.1.6 La gestion des déchets

III.1.6.1 Déchets d'activité

La Métropole de Lyon gère les déchets ménagers et assimilés sur son territoire. Elle organise la collecte et le traitement des déchets des particuliers et des professionnels (si la quantité et la nature des déchets sont identiques à ceux produits par les ménages).

Si les déchets professionnels sont supérieurs aux déchets ménagers et comprennent des déchets non assimilables ou des déchets dangereux, il doit être fait appel à un prestataire privé (Source : dechetschantier.ffbatiment.fr).

Il sera mis en place des plateformes, composées de bennes pour la gestion des déchets non ménagers. Un tri sera fait en fonction des différents types de déchets.

III.1.6.2 Déchets de chantier (filière locale)

L'entreprise limitera impérativement la distance de trajet entre le site et les prestataires de gestion de déchets dans le cadre d'une gestion de chantier à faibles nuisances. (Source : dechetschantier.ffbatiment.fr)

Le respect de la Charte Chantier Vert est une des missions de la MOE.

III.1.7 Gestion des eaux

III.1.7.1 Eaux pluviales

Le projet doit prévoir une infiltration de l'ensemble des eaux pluviales sur la parcelle.

III.1.7.2 Eaux usées

Le concepteur étudiera la possibilité d'une séparation et d'un traitement innovant des eaux usées en lien avec le projet de recherche du laboratoire Reversaal. Ce projet consiste à mettre en œuvre sur le bâtiment des systèmes différenciés de gestions des eaux (eaux pluviales, eaux ménagères, et sanitaires à séparation des urines).

III.1.8 Gestion des coûts de fonctionnement

Les coûts futurs de fonctionnement des espaces bâtis, chauffés ou non, doivent être étudiés le plus finement possible pour :

- Ne pas dépasser les coûts actuels observés dans les autres bâtiments de la ComUE et du campus ;
- Optimiser au maximum les solutions de mise en œuvre pour réduire ces coûts ;
- Suivre l'évolution de ces coûts en fonction des différentes modifications techniques au fur et à mesure des phases, afin de garantir le coût réel.

Un tableau de suivi des estimations de coûts par type de (maintenance, GER, électricité, chauffage, nettoyage, téléphonie, etc.) devra être mis à jour à chaque phase et être validé par la MOA en début de chaque marché.

III.2 Besoins généraux

Le programme du projet de réutilisation de la chaufferie comprend avant tout la réhabilitation de l'enveloppe de la chaufferie afin de générer des espaces capables et disponible pour de futures programmations qui peuvent être très diverses dans leur type et leur temporalité :

- A court terme des espaces de programmation temporaire (évènementiels, forains, serviciels, sportif, etc.) de courte durée ;
- A moyen terme, accueillir les programmes complémentaires qui viendront finir de remplir le bâtiment.

Ces programmes complémentaires répondront de manière large aux besoins de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (ESR) et plus particulièrement aux besoins du site et du campus. Les besoins peuvent être de nature divers (liste non exhaustive) :

- Salle de cours ;
- Bureaux / tertiaire ;
- Espaces de médiation scientifique ;
- Espaces serviciels (restauration, café, librairie, etc.) ;
- Laboratoire de recherche ;
- Espaces sportifs.

Le travail de programmation sera réalisé au fur et à mesure de l'émergence des projets et de leurs financements via le programmiste de l'opération.

III.3 Stratégie bâimentaire de réhabilitation

III.3.1 Stratégie architecturale

L'enjeu principal du projet bâimentaire est de développer une stratégie d'intervention qui permette :

- Une réhabilitation par morceau et dans le temps ;
- Une optimisation des investissements (ne pas défaire pour refaire) ;
- La sécurisation du site et sa mise en usage (utilisation provisoire des parties non encore réhabilitées).

Cette souplesse dans la réhabilitation doit permettre à la MOA de :

- Réhabiliter un bâtiment à fort potentiel architectural et de grand ampleur au fur et à mesure des financements disponibles ;
- Un usage provisoire répondant à des besoins court dans le temps tout en maîtrisant les coûts d'investissement et de fonctionnement ;
- Une capacité à avoir du foncier disponible « prêt à être réhabilité » facilement dans la continuité des parties déjà finalisées.

III.3.2 Stratégie technique et mesures compensatoires

Le concepteur s'attachera à présenter pour chaque études les mesures compensatoires permettant d'optimiser les coûts futurs d'investissement et d'exploitation pour les programmes à venir. En particulier les points suivants seront systématiquement étudiés :

- Le dimensionnement de la ventilation et du traitement de l'air ;
- Le chauffage du bâtiment (connexion au chauffage urbain, puissance de chauffe global, etc.) ;
- La gestion des eaux usées, la gestion et l'infiltration des eaux pluviales ;
- De manière générale les espaces techniques qui pourront être centralisée pour l'ensemble du bâtiment ;

- La solarisation du site, en prévision des surfaces finales de réhabilitation ;
- La GTB ;
- L'accessibilité global du bâtiment ;
- La sécurisation du site et du bâtiment (physique et contrôle d'accès) ;
- Les mesures liées à la réglementation ERP dans le cadre d'une évolution des effectifs, du type d'ERP, etc. (accès pompier, matériaux, désenfumage, etc.).

Un guide d'évolutivité du bâtiment sera mis à jour et transmis à la MOA au fur et à mesure des études (en phase APD).

III.4 Capacité du site

Plusieurs études capacitaires et architecturales du site ont été réalisés dans le cadre de projets immobiliers ou d'évaluation foncière. Ces études concluent à la nécessité de mettre en valeur les grandes hauteurs disponibles et l'architecture de Perrin-Fayolle, tout en utilisant intelligemment le foncier. La ComUE se donne donc comme objectif de développer environ 4 500m² de surface de plancher dans ce bâtiment.

III.5 Coût du projet

L'enveloppe budgétaire du projet sera transmise à l'occasion de chaque marché subséquent, cette enveloppe sera fixe par projet. La demande de la maîtrise d'ouvrage est d'adapter les contenus programmatiques (surfaces, niveau de performance, niveau de finition) à l'enveloppe pour ne pas l'augmenter. Cette enveloppe couvrira la réhabilitation du bâti ainsi que la création des surfaces décrites dans le marché subséquent.

III.6 Niveau de complexité

Afin d'anticiper différents cas de figure programmatique, les missions de maîtrise d'œuvre sont divisées en 2 niveaux de complexité,

- Complexité 1 : Occupation temporaire de l'espace capable une fois son enveloppe rénovée. Cette programmation pourra avoir un usage très varié (sportif, serviciel (librairie, café, etc.), événementiel) et aura la particularité d'être limitée dans le temps. Ce niveau de complexité ne prend pas en compte de travaux lourds sur l'enveloppe. La préfiguration du projet est aussi considérée faisant partie de ce niveau de complexité.
- Complexité 2 : Usage type enseignement supérieur et recherche, tertiaire, services et médiation scientifique. Ce niveau de complexité prend en compte des travaux de rénovation de l'enveloppe du bâtiment.

III.7 Calendrier prévisionnel

Le calendrier général de l'opération est annexé au CCTP de l'accord-cadre. L'enjeu de la première commande sera d'organiser les études et les travaux afin d'enchaîner (voire de chevaucher) au mieux la fin des travaux de démantèlement et le démarrage des travaux de réhabilitation, afin de limiter les coûts de protection provisoire de l'enveloppe et les risques de dégradations des travaux de reprises des bétons et de nettoyage du site.

Article IV. Marchés subséquents

IV.1 Maîtrise d'Œuvre

Ce chapitre décrit les missions de la catégorie N°1 de marché subséquent

Sur la base du programme et des enjeux qui y sont définis, la ComUE pourra conclure un marché subséquent comportant tout ou partie des missions définies ci-dessous. En particulier, les missions complémentaires seront intégrées selon les besoins.

Le marché de maîtrise d'œuvre est décomposé comme suit :

Mission de base :

- Etudes d'avant-projet sommaire (APS)
- Etudes d'avant-projet (APS / APD) / Dossier(s) relatif(s) au(x) autorisation(s) administrative(s)
- Etudes de projet (PRO)
- Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)
- Assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT)
- Examen de la conformité au projet des études d'exécution réalisées par les entreprises/entrepreneurs ainsi que leur visa (VISA)
- Mission de Synthèse (SYN)
- Direction de l'exécution des contrats de travaux (DET)
- Assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR)

Missions complémentaires :

- Mission HQE
- Mission de coordination SSI (CSSI)
- Mission EXE1
- Mission EXE2
- Mission BIM
- Mission mobilier
- Mission signalétique
- Mission éclairagiste bâtiment public
- Mission Etude de Sureté et de Sécurité Publique (ESSP)

Le contenu de chaque élément de mission de base est détaillé aux articles R2431-19 et suivants du code de la commande publique et à l'arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé. Des précisions particulières aux missions figurent ci-dessous. La liste des livrables est fournie en annexe 6 du présent CCTP.

IV.1.1 Missions de base

IV.1.1.1 Phase d'avant-projet sommaire (APS)

Les éléments suivants précisent et s'ajoutent aux attendus de base de la mission APS :

- La rédaction des cahiers des charges des diagnostics complémentaires nécessaires à la réalisation du projet (Géotechnique, structure, géomètre, etc.)

- Dans le cadre du premier marché subséquent de maîtrise d'œuvre le titulaire devra produire une étude permettant d'aider le MOA dans sa prise de décision en cours de travaux, cette étude présentera :
 - Une proposition de conservation d'éléments du patrimoine industrielle sera transmise selon l'avancée des travaux de démantèlement ;
 - Une stratégie de fermeture provisoire de l'enveloppe du bâtiment en lien avec les marchés à bon de commande du lot 3 des travaux de démantèlement ;
 - Cette étude nécessitera toutes les réunions de chantier nécessaire avec les entreprises de travaux et Ingéos pour permettre sa production.

IV.1.1.2 Phase d'avant-projet (APD)

Les éléments suivants précisent et s'ajoutent aux attendus de base de la mission APD :

- Le maître d'œuvre établit la déclaration de projet de travaux (DT) et l'adresse aux exploitants de réseaux concernés après consultation du Guichet Unique. Il a la responsabilité de faire vérifier que les DT sont bien suffisants pour faire réaliser les travaux. Dans le cas contraire, le titulaire devra assister de le MOA dans la mise à jour des plans de réseau ;
- Les éléments industriels réutilisés et/ou conservés feront l'objet d'une étude de stabilité mécanique et/ou de sécurisation si besoin à la charge du titulaire ;
- L'étude structure de stabilité sismique validant les hypothèses de transformation du bâtiment et de charges du projet.
- La réalisation ou mise à jour d'un guide d'évolutivité du bâtiment (présentant les mesures compensatoire pour les futurs programmes, les capacités de transformation des espaces transitoires et définitifs)

Dans le cadre des autorisations administratives, si un permis de construire est à déposer, il est intégré de base dans le prix le dépôt d'un permis modificatif à la fin du projet.

IV.1.1.3 Phase Projet et Dossier de Consultation des Entreprises (PRO/DCE)

Les éléments suivants précisent et ajoutent aux attendus de la mission PRO/DCE :

- Le maître d'œuvre a la responsabilité d'intégrer au DCE une version à jour de moins de 3 mois des DT ;
- Il s'assure de la bonne intégration aux marchés de travaux des prestations de piquetage et de marquage tout au long du projet.
- Intégration aux marchés de travaux des prescriptions spécifique au réemploi in-situ et/ou rédaction des cahiers des charges spécifiques au réemploi.

IV.1.1.4 Phase d'assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT)

Les éléments suivants précisent et s'ajoutent aux attendus de la mission ACT :

- La maîtrise d'œuvre organise et accompagne le maître d'ouvrage lors des visites des entreprises travaux ;
- Il est présente aux commissions techniques ;
- Si l'analyse est réalisée par différents co-traitants, le mandataire vérifie la cohérence globale des rapports.

IV.1.1.5 Phase de Direction de l'exécution des contrats de travaux (DET)

Les éléments suivants précisent et s'ajoutent aux attendus de la mission DET :

- Le maître d'œuvre établit le plan général d'implantation des ouvrages. Il a la responsabilité de faire réaliser et de vérifier pour le maître d'ouvrage le piquetage et le marquage des réseaux issus des DICT avant intervention des entreprises. Ce piquetage et ce marquage devra être intégrés au DCE de chaque entreprise ;
- Le PIC est mis à jour par la MOE sur la base des échanges avec les entreprises et l'OPC ;
- Suivi logistique des matériaux réemployés in-situ.

Les éléments suivants sont spécifiques au travail de coordination avec la maîtrise d'œuvre de démantèlement :

- Participation une fois tous les deux mois à une réunion de chantier du projet de démantèlement, afin de vérifier la cohérence entre les éléments démolis et/ou repris par les travaux de démantèlement et le projet de réutilisation. (Durée prévisionnelle du démantèlement : 12 mois)

IV.1.1.6 Phase visa sur les dossiers EXE et synthèse (VISA/SYN)

Les éléments suivants précisent et s'ajoutent aux attendus de la mission VISA :

- Le maître d'œuvre est responsable de la relance auprès des entreprises concernant la fourniture de leurs études d'EXE, afin de ne pas pénaliser le chantier ;
- La méthodologie de VISA passera par une plateforme en ligne mise en place par la MOA (par exemple Gespro) ;
- Les réunions de synthèse se déroulent hors réunions de chantier ;
- Dans le cas où la mission BIM serait commandée, les réunions de synthèses BIM ne sauraient remplacer l'ensemble des réunions de synthèses, le titulaire proposera une méthodologie adéquate pour gérer à la fois la dimension maquette et la dimension hors maquette de la synthèse ;
- Dans le cadre du réemploi, suivi et VISA des qualificateurs permettant la bonne intégration des matériaux réemployés dans le projet.

IV.1.1.7 Phase d'assistance aux opérations de réception et période de garantie de parfait achèvement (AOR/GPA)

Les éléments suivants précisent et s'ajoutent aux attendus de la mission AOR/GPA :

- La MOE tient un suivi précis des demandes de GPA et des délais de reprises.

Les éléments suivants sont spécifiques au travail de coordination avec la maîtrise d'œuvre de démantèlement :

- Le titulaire participera à la réception du projet de démantèlement avec la titulaire de la MOE de démantèlement et pourra émettre des réserves en accord avec ce dernier.

IV.1.2 Missions complémentaires

IV.1.2.1 Mission Haute Qualité Environnementale (HQE)

Pour la mission HQE, les attendus complémentaires au référentiel Rénovation des bâtiments et au cahier des charges STD sont les suivants :

- Compléments du diagnostic PEMD réalisé par Cycle-up, en fonction des besoins du projets et du programme, de réutilisation In-situ d'éléments issus de gisements internes au bâtiment et aux différents établissements de la ComUE.

Les éléments de rendus minimums sont les suivants à mettre à jour à chaque phase de conception puis une mise à jour à la réception :

- Une notice HQE, comprenant à minima une SED, FLJ, RT ;
- Une notice exploitation maintenance ;
- Une étude carbone de bâtiment en APD et à la réception.

Les éléments suivants sont exclus :

- Le suivi du bâtiment au cours des 2 premières années (4.3 du référentiel)

IV.1.2.2 Mission mobilier

Les attendus pour la mission mobilier sont les suivants :

- Réalisation au stade d'AVP d'un projet mobilier ;
- Estimatif des coûts mobiliers d'achat et sur mesure au stade AVP puis PRO ;
- Rédaction d'un marché mobilier et/ou intégration de prescription à l'un des marchés travaux (CCTP et DPGF/BPU) ;
- Réalisation de plans PRO/DCE de mobilier sur mesure le cas échéants ;
- ACT des marchés mobiliers ;
- Suivi de chantier jusqu'à réception des marchés mobiliers.

IV.1.2.3 Mission Signalétique

Les attendus pour la mission signalétique sont les suivants :

- Réalisation au stade d'AVP d'un projet signalétique intérieur et extérieur ;
- Estimatif des coûts de fourniture et pose de la signalétique ;
- Rédaction d'un marché signalétique (CCTP et DPGF/BPU) ;
- Réalisation de plans PRO/DCE ;
- ACT des marchés signalétiques ;
- Suivi de chantier jusqu'à réception des marchés signalétiques ;

IV.1.2.4 Mission Eclairagiste bâtiment public

Les attendus pour la mission d'éclairagiste sont les suivants :

- Réalisation au stade d'APD d'un projet d'éclairage du bâtiment :
 - o Intérieur pour les espaces de grande hauteur ;
 - o Extérieur pour la mise en lumière du bâtiment ;
- Ce projet d'éclairage comprendra au moins :
 - o Une perspective nocturne du bâtiment dans son milieu urbain ;
 - o Une perspective intérieure ;
- Estimatif des coûts de fourniture et pose de la signalétique ;
- La rédaction des pièces nécessaires à la contractualisation des marchés d'éclairage bâtementaire ;
- L'accompagnement à l'ACT au moment du choix des marchés liés à l'éclairage bâtementaire ;
- Suivi de chantier jusqu'à réception des marchés liés à l'éclairage bâtementaire.

IV.1.2.5 Mission Etude de Sureté et de Sécurité Publique (ESSP)

La mission d'ESSP se décompose de la manière suivante :

Une phase diagnostic (en APS) comprenant :

- Définition du périmètre d'étude

- Diagnostic socio-urbain et diagnostic de sûreté et de sécurité publique
- L'ensemble des entretiens et des visites de terrain nécessaire
- Des propositions stratégiques sur la sûreté du site en phase transitoire (usage mixte, bâtiment en friche partielle ou totale, etc.)

Une phase Projet :

- Une analyse du projet (PRO)
- Une analyse des risques générés par le projet
- Un dossier comprenant les recommandations et mesures retenus finalement pour le projet
- Rédaction du rapport intermédiaire et final de l'étude.
- Les rendez-vous d'instruction, comprenant un CR de ce rendez-vous

IV.2 Etudes de faisabilité

Ce chapitre décrit les missions de la catégorie N°2 de marché subséquent

Pour accompagner le maître d'ouvrage sur la durée et après la survenance d'un besoin programmatique établi par la ComUE, assisté ou non d'un programmiste, des études de faisabilité seront réalisées pour vérifier des implantations dans le bâtiment. Elles permettront de tester différentes solutions architecturales (environ 3 par programme). Des maquettes, croquis, représentations volumétriques, coupes, permettront de tester ces faisabilités.

Ces études amèneront notamment :

- À préciser le découpage du bâtiment pour chaque projet ;
- À préciser, à partir des orientations programmatiques la morphologie, l'organisation spatiale, les accès, les fonctionnalités et la mise en œuvre possible ;
- À valider la continuité technique des équipements et dispositions prévus dans les phases précédentes (connexion courants forts/faibles, CTA, confort été/hiver, etc.). En particulier chaque étude devra s'inscrire dans une logique globale d'optimisation des coûts d'investissements et d'exploitation ;
- À détailler la prise en compte des réglementations ;
- À souligner les principales contraintes et atouts à intégrer en termes d'accès au bâtiment (mobilité, accessibilité, sécurisation, etc.)

Ces études donneront lieu potentiellement à des réunions avec :

- La MOA ;
- Le programmiste ;
- Les futurs utilisateurs ;
- Les services de la mairie (archi conseil) et instructeurs (DDT).

Ces réunions sont comprises dans le prix global de ces études.

IV.3 Concertation, communication et co-conception spécifique

Ce chapitre décrit les missions de la catégorie N°3 de marché subséquent

Les missions de concertation et de communication possibles sont les suivantes :

- Elaboration, mise en œuvre et restitution d'une demi-journée d'atelier de co-conception ;

- Participation à la préparation (définition du contenu) et participation à une réunion de concertation (réunion publique (en soirée ou journée), atelier de travail, etc.) et à son compte rendu (note de synthèse incluant les pistes de travail) ;
- Conception d'un support de présentation (type power point 25 diapositives ou livret 10 pages) ;
- Conception d'une perspective 3D d'un bâtiment ;
- Conception d'un panneau de présentation (format A0 à A2) ;
- Participation à la conception d'une lettre d'information format A4 (4 pages) ;
- Présence lors d'une journée d'entretien, de visite, de tournage, de séminaire, etc. en lien avec la communication-concertation (y compris droit à l'image).

La mission de co-conception spécifique concerne le travail complémentaire à la mission de maîtrise d'œuvre nécessaire à intégrer un dispositif de recherche, d'enseignement ou partenarial (public ou privé) au processus de conception. En particulier les missions sont :

- Une étude de faisabilité d'intégration d'un dispositif (enjeux réglementaires et limites ou dérogatoire, enjeux bâtementaires, enjeux techniques, enjeux financiers)
- Les réunions nécessaires de travail :
 - o Pour intégrer le projet aux études
 - o Pour échanger et travailler avec les enseignant-chercheur.euses à chaque étape de conception de mission de conception et de suivi de travaux.

Article V. Organisation et préparation de la mission

V.1 Reunion de lancement de la mission

Une fois le marché subséquent notifié au titulaire et au plus tard dans la semaine qui suit la notification une réunion de lancement sera organisée à l'initiative de la ComUE Université de Lyon.

Cette réunion aura pour but notamment d'affiner les éléments de mission et l'organisation à mettre en place entre le titulaire, les personnes ressources du projet et la ComUE Université de Lyon. La ComUE remettra à cette occasion au titulaire la liste des interlocuteurs du projet. Cette réunion permettra notamment de transmettre de multiples informations et documents détaillés dans le paragraphe suivant.

V.2 Suivi des marchés subséquents

Quelle que soit les missions et les phases le groupement a la charge d'un suivi au moins mensuel du marché subséquent, comprenant :

- Au moins une réunion en présentielle, sauf accord du Moa ;
- Un compte-rendu à chaque réunion ;
- Un tableau de suivi d'avancement global de la mission par thématique, mission et co-traitant.

Ces prestations sont considérées incluses dans les prix.

V.3 Base documentaire

L'équipe de Maîtrise d'Ouvrage porte à connaissance du Titulaire les documents suivants :

Annexe 1 : Planning de l'opération

Annexes 2 : Référentiels :

- a) Note de présentation du site – TVK 2025

- b) Référentiel rénovation de bâtiments – UDL
- c) Cahier des charges STD – UDL
- d) Exemple de CCTP BIM – Projet I-factory – UDL
- e) Cahier des orientations urbaines et architecturales (TVK 2025, transmis au stade de l’offre uniquement)
- f) Etude de la stratégie de démantèlement (TVK 2025, transmis au stade de l’offre uniquement)
- g) Etude de faisabilité – (TVK 2025, transmis au stade de l’offre uniquement)

Annexes 3 : Diagnostic

- h) Pré-rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l’amiante avant démolition – 18-07-000516 – DEKRA 2018 (transmis au stade de l’offre uniquement)
- i) Pré-rapport déchets – DEKRA 20218 (transmis au stade de l’offre uniquement)
- j) Rapport PEMD – CylceUp 2024 (transmis au stade de l’offre uniquement)
- k) Diagnostic géotechnique G5 - RLY2.I.114 - Ginger CEBTP 2018 (transmis au stade de l’offre uniquement)
- l) Rapport de mission diagnostic structure – RLY3.I.103 – Ginger CEBTP 2018 (transmis au stade de l’offre uniquement)
- m) Rapports diagnostic SSP avant 2024 (transmis au stade de l’offre uniquement)

Annexe 4 : Plans

- a) Plan masse (PDF)
- b) Plans de niveau (DWG) (transmis au stade de l’offre uniquement)
- c) Maquette 3D bâtiment (IFC/RVT2019) (transmis au stade de l’offre uniquement)

NB : La maquette est issue d’un relevé réalisée par le cabinet Operandi, dont le fichier source au format nuage de point E57 (RealWorks) sera aussi disponible en phase d’étude.

Annexes 5 : Etudes

- a) Faisabilité technique structurelle Ingerop 2018 (transmis au stade de l’offre uniquement)
- b) Etat des lieux – MOE démantèlement – Ingéos 2024 (transmis au stade de l’offre uniquement)
- c) Etudes Site et sols pollués – Veritas 2023 (transmis au stade de l’offre uniquement)
- d) Etude historique ICPE Ingérop (transmis au stade de l’offre uniquement)

Ces documents sont disponibles au format électronique, ils devront être pris en compte dans la proposition méthodologique

Annexe 6 : Liste de livrables